



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 08/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CLEN DEPARTEMENT COLUMBIA**

31 A, allée du Clos des Charmes  
Zone artisanale Les Portes de la Forêt  
77090 Collégien

Références : E/24-0683  
Code AIOT : 0006500580

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement CLEN DEPARTEMENT COLUMBIA implanté 31 A, allée du Clos des Charmes, Zone artisanale Les Portes de la Forêt, 77090 Collégien. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLEN DEPARTEMENT COLUMBIA
- 31 A, allée du Clos des Charmes, Zone artisanale Les Portes de la Forêt, 77090 Collégien
- Code AIOT : 0006500580
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site CLEN DEPARTEMENT COLUMBIA est un entrepôt du groupe français COLUMBIA, fabricant de mobilier de bureau depuis 60 ans. Le site bénéficie des certifications ISO 9001 et ISO 14001 depuis 2015 et est entré dans une démarche Bilan Carbone et RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

L'exploitation de l'entrepôt a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°93 DAE 2 IC 080 du 06/05/1993. Suite à une modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est à présent soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510.

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 21/03/2024 de l'établissement CLEN DEPARTEMENT COLUMBIA implanté 31 A, allée du Clos des Charmes, Zone artisanale Les Portes de la Forêt, 77090 Collégien, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après. L'exploitant doit sous **3 mois** :

- Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 6.5 : Eaux d'extinction d'incendie  
Transmettre les justificatifs de la réfection de la dalle béton au niveau des quais de chargement, côté Est de l'entrepôt.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 6.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 4.1	Sans objet
2	Issues de secours	Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 4.4	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 5.1	Sans objet
4	Détection gaz	Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 5.3 et 6.3	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 6.2	Sans objet
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4	Sans objet
8	Stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 8	Sans objet
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 23	Sans objet
10	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.6.4	Sans objet
11	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 14	Sans objet
12	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entrepôt est très bien tenu et engagé dans plusieurs démarches d'amélioration continue.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Portes coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des éléments de construction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les portes de communication devront être coupe-feu de degré 1 heure et asservies par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et fumées. [...]
<b>Constats :</b> L'entrepôt dispose de 4 portes coupe-feu, 3 pour la communication entre les 2 cellules et la dernière entre la cellule 2 et le local de charge. Les portes coupe-feu sont maintenues dégagées de tout obstacle.  La société BOUVIER SÉCURITÉ INCENDIE a procédé à la vérification des 4 portes coupe-feu le 20 novembre 2023, sans noter d'anomalie. La facture de cette intervention a été fournie le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Suite de l'inspection 2017 - Issues de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Issues
<b>Prescription contrôlée :</b> Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues de secours vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, seront prévues dans chaque cellule.
<b>Constats :</b> Lors de la visite de l'inspection, les allées des cellules et des mezzanines sont dégagées et propres. Les 8 issues de secours sont bien indiquées et accessibles.  La société BOUVIER SÉCURITÉ INCENDIE a procédé à la vérification des blocs autonomes d'éclairage de sécurité le 30 août 2023, sans noter d'anomalie. L'exploitant a fourni le bon d'intervention le jour de la visite de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] A proximité d'au moins une issue sera installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique. [...]
<b>Constats :</b> Cette prescription n'a pas été vérifiée lors de la visite de l'inspection.  Cependant, le 25 mars 2024, l'exploitant a transmis par mail une photographie de l'interrupteur général. La procédure de coupure générale de l'alimentation électrique a été ajoutée au Plan de Défense Incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Suite de l'inspection 2017 - détection gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 5.3 et 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 5.3 – Chauffage</b> L'ensemble des bâtiments sera chauffé par des aérothermes à gaz industrie. Les gaz de combustion devront aller à l'extérieur du dépôt. Une détection devra être mise en place afin de détecter toute fuite.  <b>Article 6.3 – Consignes incendie et sécurité</b> [...] Une détection automatique d'incendie conforme à la norme NFS 61-950 (détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées) devra être mise en place au droit des parois de recoupement des différentes cellules.[...]
<b>Constats :</b> La chaudière gaz du site a été démantelée et remplacée par un système de climatisation réversible, pour le chauffage des bureaux.  Des projets de mise en place de panneaux photovoltaïques pour l'alimentation électrique, notamment du nouveau système de climatisation, ou de chauffage par géothermie sont en cours d'étude.

Dans les cellules de l'entrepôt, les aérothermes dans l'ancienne chaudière à gaz sont toujours présents. L'exploitant prendra conseil auprès du SDIS 77, lors de leur prochaine visite, pour déterminer la nécessité de les démanteler également.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense intérieure

**Prescription contrôlée :**

La défense intérieure contre l'incendie sera assurée au moyen :

- de robinets d'incendie armés de DN 40 mm sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes NFS 61-201 et 62-201 placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. Les canalisations et compteurs devront avoir un diamètre suffisant pour que compte tenu des pertes de charges dynamiques créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser simultanément des deux RIA les plus défavorisés dans les conditions normales de pression ;
- d'extincteurs à eau pulvérisée d'une capacité de 6 litres minimum judicieusement répartis à l'intérieur des bureaux ;
- d'extincteurs appropriés aux risques.

**Constats :**

La société BOUVIER SÉCURITÉ INCENDIE a procédé à la vérification des robinets d'incendie armés et des extincteurs le 30 août 2023.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni les justificatifs des vérifications des robinets d'incendie armés et des extincteurs, ainsi que la facture de remplacement des extincteurs de plus de 10 ans ou défectueux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Suite de l'inspection 2017 - Eaux d'extinction d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/05/1993, article 6.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Eaux d'extinction d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures seront prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.

En cas de sinistre de grande ampleur, les eaux d'extinction seront retenues par le décaissement par rapport aux bâtiments des quais de chargement et en installant des vannes guillotines au raccordement des eaux pluviales.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la dalle béton des quais de chargement, côté Est, présentait un trou peu profond d'environ 40 cm de long pour 30 cm de large, ceci ne permettant pas d'assurer l'imperméabilité de la dalle aux eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre.

L'exploitant doit, sous 3 mois, réaliser une réparation partielle de la dalle béton au niveau des quais de chargement, côté Est de l'entrepôt, et transmettre les justificatifs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 7 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni l'état synthétique des stocks le jour de la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.  De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.  Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<b>Constats :</b> L'exploitant stocke du mobilier de bureau fabriqué dans son usine (située en province) dans l'attente de la distribution en Île-de-France et en province.  De petites bouteilles de solvants et de peinture, moins de 20 L, sont utilisées pour réaliser de petites retouches sur les meubles montés sur place. Ces produits sont stockés au niveau de la mezzanine A, dans le casier supérieur d'une armoire de 4 casiers, dans 2 rétentions. Le casier situé directement sous celui-ci contient la pharmacie de l'atelier.  Le jour de la visite d'inspection, 2 bouteilles d'acétone n'étaient pas stockées dans les rétentions.  L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'ensemble des produits chimiques devaient être stockés dans une rétention et a suggéré de modifier l'ordre de rangement des casiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

[...] Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. [...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni la première version du Plan de Défense Incendie de l'entrepôt.

Le 25 mars 2024 par mail, l'exploitant a complété ce document à la demande de l'inspection en rajoutant :

- la coupure d'alimentation générale de l'électricité dans son schéma d'organisation d'intervention et d'évacuation ;
- le plan d'implantation des cellules de stockage et des murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus au point 1.6.1 (réseaux).

L'exploitant a transmis le Plan de Défense Incendie au SDIS 77 ainsi que les compléments indiqués ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.6.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. [...]



<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni le bon d'intervention de la S.A. PIFFRET en date du 13 avril 2023 pour l'entretien du séparateur d'hydrocarbures, des avaloirs et des regards du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Évacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évacuation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
<b>Constats :</b> Un exercice d'évacuation du personnel, avec manipulation de la vanne d'isolement, a eu lieu le 13 juin 2024. L'exploitant a fourni le compte-rendu de l'exercice ainsi que les certificats de sauveteur secouriste du travail de 8 employés, le jour de la visite de l'inspection.  L'exploitant est en train d'organiser un exercice conjoint avec le SDIS de Ferrières-en-Brie, avec simulation d'incendie, pour le 1 <sup>er</sup> semestre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Installations électriques et équipements métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.[...]  L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni : - le certificat Q18, de la société APAVE en date du 20 mars 2024. Ce rapport n'identifie pas d'anomalie ; - le rapport de thermographie Q19, de la société APAVE en date du 08 novembre 2023. Ce rapport n'identifie pas d'anomalie ; - le rapport de vérification des installations électriques, de la société APAVE en date du 20 mars 2024, qui annule et remplace le rapport du 12 janvier 2024. Les remarques mentionnées dans ce rapport ont fait l'objet d'un devis auprès de la société J.P.L. en date du 05 février 2024 ; - l'analyse du risque foudre de la société APAVE, en date du 21 mars 2024. Cette analyse conclut que l'entrepôt ne nécessite pas de système de protection contre la foudre. Cependant, elle préconise d'assurer la protection des équipements importants susceptibles d'être impactés tels que l'alarme incendie, la vidéo surveillance et les systèmes d'appel des secours. Le nouveau système de sécurité incendie (mission de la société VIGILIA en cours) devra prendre en compte cette préconisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

